

*Impôt sur les revenus pétroliers—Loi*

d'énergie possible que ce gouvernement, en abolissant toute politique énergétique canadienne concernant le développement d'une ressource naturelle extrêmement importante et vitale pour le Canada, aura rendu un bien mauvais service à long terme à l'ensemble de l'économie canadienne.

• (1650)

*[Traduction]*

**M. Taylor:** Madame la Présidente, je suis effaré par certains des commentaires du député de Laval-des-Rapides (M. Garneau). J'imagine qu'il n'était pas à la Chambre—mais il aurait quand même bien dû l'apprendre—quand l'Alberta expédiait du pétrole vers l'est du Canada, non pas au prix international, mais à bon marché. Les gens de l'Alberta y ont perdu au moins 5 milliards de dollars. Si nous l'avions fait payer au cours mondial, nous n'aurions pas eu besoin d'aide de qui que ce soit, ni au niveau des producteurs, ni au niveau du gouvernement.

Mais non contents de cela, quand nous exportions notre pétrole, il nous ont encore rajouté une taxe qui a rapporté des millions de dollars au trésor fédéral. Une partie de cet argent devrait tout de même revenir maintenant aux Albertains qui ont tant donné, qui ont partagé, comme le disait l'honorable Marc Lalonde, ce qu'ils avaient avec les autres Canadiens. Si on partageait dans l'autre sens? Le gouvernement de l'époque a empoché des millions de dollars avec la vente de notre pétrole, de l'argent qu'ils n'auraient pas eu si nous n'avions pas produit ce pétrole. Tout ce que nous demandons, c'est d'être traités équitablement. Nous ne demandons pas de faveurs particulières, seulement un traitement équitable, ce qui n'est pas le cas.

Selon le député, le Programme énergétique national aurait aidé l'Alberta. Il a en fait ruiné l'Alberta comme il était destiné à le faire. Des centaines de nos travailleurs ont dû quitter le pays. Leur départ a signifié la disparition de nos puits de forage et de nos spécialistes. Je me souviens que le député de Lethbridge—Foothills (M. Thacker) avait apporté une photo où on les voyait faire la queue à la frontière parce qu'ils en avaient assez et qu'ils ne pouvaient plus rester en Alberta. Nous les avons mis dehors. Le gouvernement libéral a appauvri l'Alberta avec sa politique énergétique nationale. J'ai été effaré d'entendre le député parler de consentir un meilleur prix aux producteurs. Si cela avait été le cas avant, et si les libéraux ne les avaient pas taxés à mort, ils n'auraient pas besoin d'aide maintenant. Leurs finances seraient bonnes.

*[Français]*

**M. Garneau:** Madame la Présidente, le député qui vient de faire son commentaire n'a rien compris de ce que j'ai dit. C'est justement ce que je dis, c'est vrai en partie ce qu'a dit le député, mais au moment où on aurait pu retourner les cinq milliards par une politique nationale de l'énergie, vous l'avez coupée. Quel instrument le gouvernement a-t-il aujourd'hui pour venir en aide aux producteurs dont on parle? Aucun. Et la crise pétrolière actuelle se fait sentir depuis que son gouvernement est au pouvoir. Avant cela, j'étais dans le secteur privé. Il dit que les investissements ne se faisaient pas. Tous les investisseurs de l'Est du pays couraient, c'était à qui s'arracherait le projet pour financer les projets. Les grandes banques construisaient des immeubles là-bas. Tout le monde essayait d'investir.

Madame la Présidente, ce que j'ai mentionné dans mon discours c'est justement ce que le député aurait voulu qu'il se produise lorsqu'on est allé ramasser la crème sur le gâteau, au moment où les prix étaient élevés, pour répartir cette richesse à travers le pays et donner de meilleurs prix au consommateur.

Ce que je dis aujourd'hui, c'est qu'on devrait le retourner à l'Ouest aujourd'hui. Mais comment voulez-vous qu'on le retourne? Avec quelle politique? Vous avez détruit la politique nationale de l'énergie! Ce qu'il y a de drôle, c'est qu'alors que les députés conservateurs critiquent la politique nationale de l'énergie, ils l'ont coupée au moment où elle aurait pu jouer en leur faveur. Que voulez-vous que je vous dise? A mon avis, il faut être juste à ce sujet, et lorsqu'on est allé chercher des avantages pour l'Est, l'Ontario, le Québec et les provinces Maritimes lorsque les prix étaient élevés, on aurait dû être capable de retourner cette même politique au moment où les prix ont baissé. Et, aujourd'hui, il n'y a plus rien. On est obligé de demander aux gouvernements provinciaux de couper leurs royautés. On a aboli la TRPG au moment où elle ne rapporte plus de revenu au gouvernement et, encore, qui va en retirer les avantages? Ce seront les multinationales, ce ne seront pas les petits ou les moyens producteurs.

**M. St-Julien:** Madame la Présidente, comme mon confrère de Laval-des-Rapides (M. Garneau) le mentionnait, peut-être que nous avons de bonnes notes bien préparées, mais mes notes étaient des notes personnelles et j'ai hésité à les donner au page tantôt parce qu'elles étaient très mal écrites et le gouvernement n'aurait pas été capable de les lire. Mais passons. Et ce que je voulais vous dire sur ce même sujet... c'est facile de prendre des notes, c'est parce que nous avons un bon gouvernement.

Mais comme le disait tantôt l'honorable député de Laval-des-Rapides, on verra dans quelques années les efforts de notre gouvernement relativement à ce projet de loi.

Les deux points que j'aimerais lui présenter... il a parlé de l'huile. Moi, je me souviens que dans le secteur de Montréal-Est lors de la fermeture d'Ultramar alors que le syndicat travaillait très fort pour garder l'usine ouverte, je me souviens d'il y a quelques années, sous l'ancien gouvernement, alors qu'on donnait des subventions à ceux qui utilisaient l'huile, il y avait beaucoup de gens dans le secteur de Montréal-Est, et j'en parle en connaissance de cause car j'ai fait mes études au collège Roussin et je savais que mon collègue avait un chauffage à l'huile et qu'il a converti à l'électricité, et cela a occasionné la fermeture des raffineries. Qui les a fermées ces raffineries, mais c'est l'ancien gouvernement. Cela a commencé en 1981, 1982, 1983, 1984, et cela a continué.

J'aimerais bien lui poser la question: Pourquoi la fermeture des raffineries a-t-elle débuté en 1981 à Montréal-Est?

Un autre point que j'aimerais présenter: lorsque nous parlons d'achat, nous parlons surtout de Petro-Canada. Et lorsqu'on parle de Petro-Canada, aucun député de la Chambre, même pas le député de Laval-des-Rapides, n'est capable de connaître les notes confidentielles de l'ancien Cabinet sur l'achat de Petro-Canada. On aimerait bien connaître ceux qui ont fait des profits, ceux qui ont participé à ces discussions. Ce sont là les deux points que j'aimerais lui présenter, et j'aimerais obtenir ses commentaires sur ce sujet.